

***Les attentats barbares de Conflant et de Nice ont suscités émotions et dégoût immenses.***

*Leur instrumentalisation par les institutions et les politiciens bourgeois dégoûte tout autant. Un discours réactionnaire déferle dans les écoles, universités et masse média. La peur et les émotions collectives sont utilisées depuis longtemps comme instrument de domination. Avec les attentats s'additionnant à l'épidémie du Covid a atteint un nouveau seuil pour formater le mode de pensée !*

*Nous publions ci-dessous avec l'accord de l'auteur, Saïd Bouamama, des extraits d'une analyse des événements liant idéologie à la politique et à l'économie d'un système en crise qui cherche la fuite en avant. Quel avenir se dessine ? Sera-t-il « monstrueux » ou émancipatoire ? Bouamama conclut qu'il dépend « de notre capacité à agir ensemble ». Il faut résister, d'ailleurs de multiples résistances émergentes, souvent éclatées encore, elles doivent s'unir et se renforcer. Au-delà des élections de 2022, il s'agit du long terme : Dans le même élan, c'est la responsabilité des communistes de travailler ensemble à un nouvel essor de la lutte pour le socialisme révolutionnaire, contre tout anticommunisme.*

## **Saïd Bouamama : Punition collective, maccarthysme et préparation de l'opinion aux sacrifices**

### **Les dessous de l'instrumentalisation de l'émotion face à l'horreur**

«  
*Entre l'annonce du confinement et l'émotion suscitée par les attentats de Conflans et de Nice, Emmanuel Macron bénéficie d'un « effet drapeau » et d'un resserrement de la communauté nationale autour de la figure du chef de l'État » dit Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop.*

Communicants, pseudo experts, chroniqueurs et hommes politiques se sont succédés sur les plateaux pour nous appeler de manière convergente à renoncer à la réflexion sur les causes, pour menacer ceux qui refuseraient de le faire, pour légitimer les mesures liberticides prises par le gouvernement, pour imposer une logique de guerre de l'intérieur, etc. Le deuil partagé, l'émotion collective et sa signification, le besoin de savoir et de comprendre, etc., ont été sacrifiés sur l'autel de l'instrumentalisation écœurante par un gouvernement tentant de contrecarrer une crise de légitimité béante. Les conséquences prévisibles n'ont pas tardé : nouvelles mesures législatives liberticides, annonce de la volonté d'interdire des associations comme le CCIF ou baraka city, diffusion de la peur chez les musulmans ou supposés tels, surenchères islamophobes, tétanie de tous ceux qui ont peur d'être taxés « d'islamo-gauchistes ». Reprendre l'initiative est une urgence. C'est en effet dans de telle séquence d'accélération de l'histoire et d'imposition de la peur que se réunissent les conditions de possibilité du consentement au pire...

### **Les fonctions de l'instrumentalisation idéologique de l'opinion publique**

Le contexte était déjà celui décrit ci-dessus avant l'assassinat horrible de Samuel Paty. Il convient en conséquence de compléter l'analyse sur ce qu'il y a de spécifique dans l'instrumentalisation de l'opinion publique c'est-à-dire de nous pencher sur la fonction de celle-ci. Sans être exhaustif trois dimensions en interaction ressortent, à notre sens, de la brusque accélération d'offensive idéologique à laquelle nous assistons depuis ce drame et celui qui l'a suivi à Nice. La première est celle d'une préparation de l'opinion publique à des sacrifices sociaux de grande ampleur en lien avec les effets économiques de la pandémie. La seconde est la légitimation d'une logique de « punition collective » à l'égard de groupes sociaux susceptibles de se révolter face à cette nouvelle dégradation de leurs conditions d'existence. La troisième est la tentative d'installation d'une politique d'intimidation à l'égard de tout discours critique dans une logique maccarthiste.



### **Qui paiera la facture du cataclysme social qui vient ?**

... Il convient pour avoir une vision globale de la situation d'introduire dans l'analyse l'ampleur des dégâts économiques de la pandémie dont l'échéance de fin reste encore imprévisible. La dernière note de conjoncture de l'INSEE datée du 6 octobre 2020 présente comme suit la situation : « Au total sur l'année 2020, le PIB se contracterait de 9 %. [...] La consommation des ménages, principale composante de la demande, reculerait de 7 % sur l'année. L'investissement des entreprises (-10 % prévu sur l'année) et les exportations (-18 %) reculeraient davantage. » Les économistes Laurent Ferrara et Capucine Nobletz résument la situation comme suit en juin 2020 c'est-à-dire avant le reconfinement actuel :

*La pandémie liée à la propagation du coronavirus a engendré une récession économique mondiale d'amplitude rarement observée dans l'histoire économique, comparable en cela à un phénomène dit de « désastre », tel que défini par l'économiste Robert J. Barro. La nature des chocs qui ont frappé les économies, mélange de chocs d'offre et de demande négatifs associés à une hausse vertigineuse de l'incertitude, ainsi que leur amplitude, ont durement touché l'activité économique. De leur côté, les marchés financiers ont connu des évolutions diverses. Les marchés d'actions ont d'abord fortement chuté puis se sont rapidement rééquilibrés sous l'effet notamment des interventions massives des banques centrales.*

... Selon les prévisions officielles le déficit prévu est de 117 % du PIB en 2020 et de 116 % en 2021 (contre 95 % en 2019), ces évaluations de fin septembre n'incluant pas les dépenses liées au couvre-feu puis au nouveau confinement. « L'État a émis pour plus de 200 milliards d'euros d'obligations sur les marchés, qui s'ajoutent à son stock de dette déjà important » résume la journaliste du magazine économique Challenges...

### **Fabriquer le consentement au cataclysme social...**

La question posée à terme bien celle de la facture. Celle-ci sera-t-elle présentée à ceux qui se sont considérablement enrichis depuis quatre décennies de néolibéralisme ou au contraire une nouvelle fois aux classes populaires et moyennes ? Poser la question c'est y répondre. Que les conditions de légitimité actuelle ne permettent pas de poser explicitement



Photographe chassée par la police matraque en main

cette question signifie simplement pour la classe dominante qu'elle doit s'atteler à créer une nouvelle légitimité c'est-à-dire fabriquer le consentement au cataclysme social qui vient. Loin d'être des dérapages verbaux conjoncturels d'un Darmanin, des effets sincères de l'émotion d'un Macron ou des dérives de quelques chroniqueurs, la surchauffe islamophobe et maccarthyste actuelle correspond à une fonction idéologique : fabriquer par la peur le consentement à une régression sociale inédite. Comme le soulignait des manifestants argentins en juin dernier : « si nous payons la dette, nous ne pouvons pas manger ».

### **b. Anticiper les révoltes sociales possibles**

La fabrique d'un tel consentement ne va pas de soi dans un pays qui a connu une montée en puissance réelle des luttes sociales au cours de ces dernières années. Des Gilets Jaunes au mouvement contre les violences policières en passant par la lutte contre la réforme des retraites, nous en étions avant la pandémie dans une séquence de recherche de convergences des luttes même si les voies de celle-ci étaient encore loin d'avoir été trouvées. Même si la convergence n'était pas en vue les silencieux avaient commencés à parler et à se parler et les invisibles à se faire voir. Sur ce terreau la pandémie et sa gestion calamiteuse sont venues visibiliser aux yeux de beaucoup les failles béantes et les conséquences sociales désastreuses d'un système économique basé sur le seul profit. La réapparition de la faim dans de nombreux quartiers populaires se traduisant par des files énormes devant les distributions de vivres des associations humanitaires est venue renforcer la colère sociale grandissante. La crise de légitimité de Macron ne cessait de grandir et les conditions d'une crise de régime à se réunir. Le choix d'une gestion autoritaire du confinement n'était pas une idiotie ou un signe d'incompétence mais était guidé par la peur d'une révolte sociale massive. Mettre en surveillance certains territoires était une anticipation des possibles par la classe dominante.

### **« L'unité nationale » dans la peur et l'angoisse...**

L'instrumentalisation de l'émotion suscitée par les assassinats de Conflans et de Nice s'inscrit dans ce contexte. Ces crimes horribles font « effet d'aubaine » pour un pouvoir devenu illégitime et en recherche d'un dérivatif à la colère sociale. La diffusion de la peur et de l'angoisse à des fins de réinstauration d'une logique d'« unité nationale » reléguant au second plan les préoccupations économiques, sociales, revendicatives, etc., en est l'objectif essentiel. Les effets ne se sont pas fait attendre : peur de nos concitoyens musulmans ou supposés tels, surenchères médiatiques, tags

islamophobes sur les murs de mosquées, de locaux associatifs ou du siège du PCF, agressions physiques de musulmans ou supposés tels [et en premier lieu de musulmanes ou supposées telles], concourt Lépine médiatique de propositions législatives islamophobes, garde à vue de plus de 10 heures d'enfants pour « apologie du terrorisme », etc.

...

### **et préparer les conditions d'une réponse à la colère sociale**

Ce premier objectif idéologique est accompagné d'un second, bien matériel celui-ci : préparer les conditions législatives d'une réponse à la colère sociale. Quatre jours à peine après le drame de Conflans-Sainte-Honorine le projet de loi « relative à la sécurité globale » est déposé.

Ce projet qui fait l'objet d'une « procédure accélérée » justifiée par le contexte de « danger terroriste » prévoit pêle-mêle : accroissement des attributions des polices municipales et des agents de sécurité privée et notamment celle du contrôle d'identité, usage de drones dans le constat des infractions ou dans la surveillance des frontières, pénalisation de la diffusion d'images de policiers ou de gendarmes agissant dans le cadre de leurs missions d'ordre public, etc. Résumant la logique générale de ce projet de loi le syndicat de la magistrature la formalise comme suit : « *Le but est de quadriller chaque recoin de l'espace public en déployant des moyens technologiques permettant une surveillance généralisée, en donnant compétence à des agents qui ne sont pas formés mais qui feront nombre pour relever des infractions en dehors de tout contrôle de la justice, et de faire encore reculer le contrôle démocratique sur ce qui se joue, les forces de l'ordre devenant finalement les seules à échapper aux honneurs des caméras.* »

L'effet d'aubaine touche ainsi également la fabrique du consentement à la restriction des libertés publiques ou à la fabrique d'une demande autoritaire et sécuritaire. En témoigne les résultats du sondage de l'institut IFOP-Fiducial pour Cnews : 89 % des sondés favorables à la « déchéance de nationalité des personnes avec une double nationalité ayant commis des délits » ; 80 % pour « rendre l'accès au droit d'asile en France plus compliqué » ; 78 % pour « permettre l'utilisation de la reconnaissance faciale à des fins de sécurité intérieure » ; 78 % pour « supprimer l'anonymat pour les utilisateurs de réseaux sociaux » ; etc. Bien sûr, ces sondages ne reflètent pas le réel intégralement. La formulation des questions contribue à produire les réponses. Ce type de sondages participent ainsi à la fabrique de l'opinion souhaitée. La seconde fonction de la surchauffe idéologique actuelle apparaît ici : anticiper les révoltes sociales et adapter le cadre législatif à leur répression.

**c.**

### **Une logique maccarthyste à des fins d'intimidation**

« *Il y a des courants islamo-gauchistes très puissants dans les secteurs de l'enseignement supérieur qui commettent des dégâts sur les esprits. Et cela conduit à certains problèmes, que vous êtes en train de constater* » déclare le ministre de l'éducation nationale devant le Sénat le 22 octobre 2020 soit six jours seulement après le meurtre de Samuel Paty. La thèse classique de l'extrême-droite d'une université infestée de gauchiste complaisant avec l'« islamisme » et de ce fait responsable du « terrorisme » devient une doctrine d'État. La chose n'est certes pas entièrement nouvelle [rappelons nous les déclarations d'un Valls à ce propos] mais sa revendication en pleine séquence dramatique souligne le passage à une logique d'intimidation concrète. Il ne s'agit plus simplement de dénoncer une pseudo complaisance mais d'appeler à une action de confinement de la pensée et de la recherche et de préparer l'opinion à celle-ci. En témoigne l'adoption par le sénat de l'amendement 234 à la loi de programmation de la recherche. Cet amendement adopté le 28 octobre 2020 stipule : « *que les libertés académiques s'exercent dans le respect des valeurs de la République. Il s'agit, par cette disposition, d'inscrire dans la loi que ces valeurs, au premier rang desquelles la laïcité, constituent le socle sur*

*lequel reposent les libertés académiques et le cadre dans lequel elles s'expriment* ». Outre le caractère flou et à géométrie variable de l'expression « valeurs de la République » et les polémiques sur la signification et le contenu du principe de « laïcité », l'amendement introduit une limite à des libertés académiques jusque-là limitée uniquement par le droit pénal et les critères scientifiques. « Qui décidera si un cours, une publication, sont conformes aux valeurs de la République ? » interroge à juste titre un article du site *Université Ouverte...*

### **Instrumentaliser le monde enseignant à des fins de contrôle idéologique**

Mais le maccarthisme comme logique ne se limite pas à l'interdit d'un discours critique, il comprend également la promotion d'un discours unanimiste à imposer par la force si nécessaire. Lors de son audition au Sénat, le ministre de l'éducation nationale propose ainsi de « *créer des chaires de la laïcité [...] qui auront un impact sur nos étudiants* ». Il s'agit ni plus ni moins que du franchissement d'un nouveau seuil dans la tentative d'instrumentaliser le monde enseignant à des fins de contrôle idéologique. La même logique a déjà conduit à la tentative de réduire la liberté d'expression à la défense des caricatures de Charlie Hebdo et d'interdire le droit à la critique de ces caricatures. La transformation de ces caricatures [qui ont bien entendu le droit d'exister mais aussi que l'on devrait pouvoir critiquer librement] par le discours étatique en véritable totem intouchable de la République réduit la liberté d'expression à celles-ci. Faire porter aux enseignants ce réductionnisme en les situant comme canal de la parole idéologique officielle sur l'actualité est contradictoire avec le métier même d'enseignant supposant la pratique du libre-arbitre, du débat contradictoire, de la mise en évidence des contradictions, etc. Nous sommes ni plus ni moins en présence d'une prise d'otage idéologique de la fonction enseignante. La troisième fonction idéologique de l'instrumentalisation de l'émotion en cours est bien de silencier les discours critiques et de promouvoir une pensée unique par la peur et l'intimidation.

### **Les possibles émancipatoires ou des possibilités monstrueux**

Les trois fonctions idéologiques de l'instrumentalisation de l'émotion publique révèlent l'ampleur de la crise de légitimité du gouvernement à l'approche des élections présidentielles. Elles sont au service d'une stratégie visant à imposer une nouvelle fois la logique binaire Le Pen ou Macron. Pour ce faire il faut faire monter l'extrême-droite pour se présenter ensuite comme le seul recours dans la logique désormais éprouvée de « vote utile ». Une nouvelle fois les préoccupations de court terme de la classe dominante nécessitent une politique de fracturation de la société par la fabrique d'un bouc émissaire masquant le véritable enjeu qui reste le projet de régression sociale massive à des fins de préservation des profits. La lutte contre le terrorisme n'est pas une priorité gouvernementale. Il suffit de rappeler que celle-ci suppose pour être efficace d'être menée avec les musulmans ou supposés tels et non sans eux et encore moins contre eux. Une nouvelle fois le court terme de la classe dominante nous replonge dans une ère de tous les possibles. Des possibles émancipatoires ou des possibles monstrueux, cela dépendra de notre capacité à réagir ensemble.

*Pour lire entièrement l'article de Saïd Bouamam :*

<https://bouamamas.wordpress.com/2020/11/11/punition-collective-maccarthysme-et-preparation-de-lopinion-aux-sacrifices/>